



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 106 – 16 MARS 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

KENYA :
VISITE DU MEDEF -
12 GRANDS
PROJETS
D'INVESTISSEMENTS
IDENTIFIES

MOZAMBIQUE :
DEBUT DES
NEGOCIATIONS DE
RESTRUCTURATION DE
LA DETTE
COMMERCIALE

NIGERIA :
PROGRESSION DES
ECHANGES DE 33,5 %
EN 2017 A 76 MDS
USD

SENEGAL :
LE PAYS REUSSIT SA
5EME EMISSION EURO-
OBLIGATAIRE
(EUROBOND)

MAURICE :
2EME RANG DU
CLASSEMENT DES
MEILLEURS AEROPORTS
AFRICAINS

NIGER :
PROGRAMME
D'ELECTRICITE EN
MILIEU RURAL AVEC LE
SOUTIEN DE LA
BANQUE MONDIALE

DJIBOUTI :
ACCORD DE
PARTENARIAT ENTRE
LA SOCIETE DE GESTION
DU TERMINAL A
CONTENEURS DE
DORALEH ET PACIFIC

GUINEE : LE BRGM
DANS LA GEOCHIMIE
GUINEENNE

COTE D'IVOIRE :
ORANGE PREVOIT PRES
DE 305 M EUR
D'INVESTISSEMENTS
POUR MODERNISER
SON RESEAU



ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique de l'Ouest : Muhammadu Buhari se rend à Accra, George Weah à Abuja

Le Président du Libéria, George Weah, a effectué sa première visite officielle au Nigéria le 5 mars, l'occasion de solliciter l'aide du Nigéria dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture, de l'exploitation minière, de la santé et de l'autonomisation des jeunes. George Weah a ainsi demandé le déploiement de 6 000 enseignants nigériens au Libéria et a appelé les banques nigérianes à poursuivre leurs opérations au Libéria. Le Président du Nigéria, Muhammadu Buhari, s'est ensuite rendu à Accra pour le 61^{ème} anniversaire de l'Indépendance du Ghana, où il a souligné l'engagement de son pays à renforcer les liens bilatéraux pour la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et du développement global.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ UEMOA : maintien de la dynamique économique en 2017

Au terme de sa 1^{ère} réunion de l'année 2018, tenue le 7 mars dernier, le Comité de politique monétaire de la BCEAO a indiqué que l'activité économique dans l'Union est restée bien orientée au 4^{ème} trimestre 2017, avec un taux moyen de croissance estimé à 6,7 %, contre 6,6 % en 2016. La masse monétaire s'est accrue de 7,5 % en glissement annuel, traduisant une augmentation des créances intérieures (+10 %) et des actifs extérieurs nets (+9 %). Le Comité a noté que le déficit budgétaire global moyen s'est légèrement dégradé, passant de 4,4 % en 2016 à 4,6 % à fin 2017. Le Comité a ainsi recommandé aux Etats de poursuivre leurs efforts en matière de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du sud : l'économie progresse de 1,3 % en 2017

La croissance en Afrique du Sud a été forte au dernier trimestre de 2017 (+3,1 % en rythme annuel trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières, après +2,3 % au trimestre précédent) soit un rythme largement supérieur aux +1,8 % attendus en moyenne par les analystes. L'activité a été principalement soutenue par le dynamisme de l'agriculture avec une contribution de 0,8 point à la croissance totale de +3,1 %. Pour l'ensemble de l'année 2017, malgré une activité atone fin 2016 et début 2017, la croissance s'est établie à +1,3 % contre les +0,9 % attendus par le gouvernement, et en nette accélération par rapport à 2016 (+0,6 %, révisé de +0,3 point).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : maintien du taux directeur à 18 %

Le taux directeur a été maintenu par la Banque centrale angolaise (BNA) à 18 % lors de la réunion de février. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 30 mars 2018.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : première augmentation de l'inflation en janvier à +8,1 % en g.a depuis un an

Pour la première fois depuis janvier 2017, le taux d'inflation a augmenté à +8,1 % en g.a en janvier après s'être établi à +7,1 % en décembre (+11,6 % en moyenne en g.a en 2017 contre +21,7 % l'année précédente). En rythme mensuel, les prix ont augmenté de +4,5 % durant le mois de janvier, composés d'une hausse de +8,4 % pour les prix alimentaires et de +1,4 % pour les non alimentaires.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : début des négociations de restructuration de la dette commerciale

Le Mozambique est en situation de surendettement depuis la révélation des dettes cachées en 2016 (dette publique à 112 % du PIB fin 2017) et en défaut sur plusieurs emprunts souverains. Le gouvernement a proposé de relancer les discussions avec les créanciers qui étaient gelées ces derniers mois. Une première réunion a été programmée le 20 mars à Londres dans le sillage du CA du FMI du 2 mars consacré aux consultations article IV pour le Mozambique. Des avancées sur ce sujet sont cruciales pour le Mozambique : si la légalité de ces emprunts pose question, leur coût prohibitif pour les finances publiques impose en effet qu'ils soient restructurés.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : le PIB namibien s'est contracté de -0,4 % en 2017

En 2017, la croissance namibienne s'est contractée de -0,4 %. Par ailleurs, la dette publique a fortement augmenté à 42,1 % du PIB après 29,5 % en 2016. Lors de son discours pour l'annonce du budget 2018/2019, le ministre des Finances Calle Schlettwein a annoncé une réduction du budget de plus d'un milliard \$N, (65 Mds \$N contre 66,05 Mds en 2017). Avec un revenu estimé à 56,7 Mds pour l'année 2018/2019, le déficit budgétaire sera d'environ 8,3 Mds. Néanmoins, les prévisions du gouvernement restent optimistes pour les années à venir avec +1,2 % en 2018 et +2,4 %, en 2019. Enfin, le déficit budgétaire est attendu en baisse à +4,5 % contre 5,4 % l'année précédente, grâce au financement de la Banque africaine de Développement.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : progression des échanges de 33,5 % en 2017 à 76 Mds USD

D'après le bureau nigérian de la statistique, en 2017, les échanges commerciaux du Nigéria se sont établis à 76 Mds USD, en progression de 33,5 % en g.a.. Les échanges commerciaux ont enregistré un excédent commercial de 4 Bn NGN en 2017. Les exportations restent composées de produits minéraux, à 96,2 % dont 81,1 % de pétrole brut, en progression de 60 % du fait de la reprise de la production pétrolière. De leur côté, les importations ont également progressé mais dans une moindre mesure de 8,5 %, avec un profil d'achats toujours diversifié. L'Inde conserve son rang de premier client du Nigéria avec une part de 17,9 % des exportations nigérianes, tandis que la Chine reste 1^{er} fournisseur avec une part de 18,7 %.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouverneur Ambode signe le budget 2018 de l'Etat de Lagos

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode, a promulgué le projet de loi de finances de l'Etat de Lagos pour 2018, pour un budget total de 3,4 Mds USD. Les dépenses en capital s'élèveront à près de 2,3 Mds USD, soit 2/3 du budget total tandis qu'environ 1,1 Md USD seront consacrés aux dépenses récurrentes. Les fonds proviendront pour 897 Mds NGN des recettes de l'État et du gouvernement fédéral, tandis que les 147 Mds restants seront financés par le biais du déficit budgétaire. Le commissaire aux Finances, Akinyemi Ashade note que les principaux postes de dépenses seront les affaires économiques (473 Mds NGN soit 45 % du budget), les services publics généraux (171 Mds NGN), l'éducation (126 Mds NGN) et la santé (93 Mds NGN).

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : programme d'aide du FMI, des résultats salués et de nouvelles recommandations

Suite à l'amélioration de la plupart des indicateurs macroéconomiques du Ghana en 2017, la délégation du FMI a salué les efforts conduits par l'Etat dans le cadre de l'extension du programme d'aide accordé jusqu'en avril 2019. La volonté du gouvernement de réduire le déficit public à 4,5 % en 2018 et de dégager un excédent primaire équivalant à 2 % du PIB a également été accueillie favorablement. L'institution de Bretton-Woods exhorte cependant les autorités à privilégier l'élargissement de la base fiscale plutôt que les diminutions de dépenses publiques d'investissement. Il conseille également de limiter le recours aux financements extérieurs en devises au regard du risque de surendettement.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : près de 3 M de votants pour les élections générales

Mercredi 7 mars 2018 se sont tenues les élections générales sierra-léonaises, qui décideront de la succession du Président sortant, Ernest Bai Koroma. Les résultats finalisés sont attendus sous deux semaines. Si aucun des 16 candidats en lice pour le scrutin n'obtient plus de 55 % des suffrages exprimés par les près de 3,1 M de votants, un deuxième tour sera organisé sous deux mois. La nouvelle administration devra faire face à un climat économique difficile, après trois ans de crise économique (jusqu'à -21,1 % de croissance en 2015) entraînés par le double choc exogène qu'a été l'épidémie d'Ebola combinée à la chute des cours des matières premières (90 % des exportations de ce pays relève des industries extractives).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le pays réussit sa 5^{ème} émission euro-obligataire (Eurobond)

Dans le cadre du financement du Plan Sénégal émergent, le Sénégal vient de clôturer sa cinquième émission d'Eurobond. Le pays a mobilisé 1 Md EUR à un taux de 4,75 % sur 10 ans et 1 Md USD à un taux de 6,75 % sur 30 ans. Cette émission a été sursouscrite près de dix fois. L'emprunt obligataire permettra de couvrir le besoin de financement de l'Etat sénégalais et le rachat partiel d'une émission effectuée à un taux moins favorable. Pour mémoire, le Sénégal avait mobilisé 1,1 Mds USD en mai 2017 à un taux de 6,25 % pour une maturité de 16 ans. Cette émission avait également été fortement sursouscrite (7,7 Mds USD).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : la croissance du PIB a atteint 7,2 % en 2017

Selon la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), la croissance du PIB atteint 7,2 % pour l'année 2017. Ce chiffre, supérieur au niveau attendu, reflète la dynamique des secteurs de la construction, de l'énergie et de l'agroalimentaire, et permet au pays d'atteindre une croissance annuelle moyenne de 6,8 % sur les trois dernières années, un record historique.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : renforcement de la coopération économique avec la Russie

Lors de la rencontre du 9 mars 2018 entre Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, et son homologue éthiopien Workneh Gebeyehu différents accords de coopération économique ont été signés. Ils prévoient l'implication russe dans le développement de l'énergie nucléaire en Ethiopie avec la création d'un centre de technologie nucléaire, la mise en place d'une liaison quotidienne entre Addis-Abeba et Moscou et enfin l'annulation d'une dette éthiopienne de 162 M USD. Sergueï Lavrov a entamé le 5 mars une visite de cinq jours en Afrique – Angola, Namibie, Mozambique, Zimbabwe et Éthiopie – notamment pour intensifier les liens économiques et commerciaux de la Russie avec ce continent.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : augmentation de l'inflation à 15,6 % en février**

Selon la *Central Statistics Agency*, l'inflation s'est établie à 15,6 % en glissement annuel au mois de février 2018, contre 13,4 % en janvier et 13,6 % en novembre et décembre 2017. L'inflation des biens alimentaires s'est établie à 20,9 % en février, contre 18,0 % en janvier. L'inflation des biens non-alimentaires s'est établie quant à elle à 9,8 % contre 8,4 % en janvier. L'inflation poursuit ainsi une tendance haussière depuis la dévaluation du Birr en octobre 2017. Sur l'année fiscale 2016/2017, elle s'élevait à 8,1 %.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : conclusion de la mission de consultation au titre de l'article IV du FMI**

Faisant suite à la mission de consultation au titre de l'article IV conduite du 19 février au 2 mars, le FMI a approuvé le 12 mars l'extension de six mois l'accord de confirmation qui expirait fin mars. Cet accord, conclu en mars 2016, portait sur une facilité de crédit d'un montant de 1,5 Mds USD. En contrepartie à cette extension, les autorités se seraient engagées à accélérer la consolidation budgétaire et à modifier la loi de 2016 sur l'encadrement des taux, qui pénalise l'accès au crédit. Le FMI a conclu sa mission en soulignant la résilience de l'économie kényane et ce, malgré une sécheresse sévère et une période électorale prolongée, mais aussi sa vulnérabilité aux chocs, qui pourraient être précipités par le creusement du déficit budgétaire, l'augmentation de la dette publique et le resserrement du crédit.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : protestations des groupements professionnels contre l'engorgement du port de Tamatave**

Treize groupements professionnels dont le SIM (industrie) et le GEFP (zones franches) critiquent l'engorgement du principal port malgache, par lequel transitent 90 % des marchandises, et appellent l'Etat à agir afin de « fluidifier les opérations » de chargement/déchargement et de dédouanement. Certains industriels sont contraints au chômage technique, faute d'intrants nécessaires à leur production. Tamatave traite un volume croissant de *containers* - plus de 250 000 en 2017, soit en hausse annuelle de 20 % par rapport à 2016 selon la SPAT, société de gestion du port - avec des infrastructures inchangées. Le projet d'extension financé par la JICA (400 M USD) prévoit la construction d'un nouveau quai à containers mais celui-ci ne sera achevé qu'en 2024.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : prévisions de croissance stable à 3,9 % du PIB en 2018 par Moody's**

C'est ce qui ressort du dernier bulletin d'analyse de l'agence de notation qui table sur une forte hausse du tourisme et des investissements directs étrangers notamment dans l'immobilier. L'agence considère par ailleurs que l'importance des actifs détenus par les *Global Business Companies* (GBC) basées à Maurice (660 Mds USD) constitue un point d'attention. *Moody's* reconnaît toutefois que le secteur de l'*offshore* contribue à la réduction du déficit extérieur courant du pays et soutient le secteur bancaire dont 40 % des dépôts proviennent du *Global Business*.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : recettes fiscales en dessous des attentes au premier semestre**

L'*Ugandan Revenue Authority* (URA) et le ministère des Finances annoncent une baisse du niveau de collecte fiscale au premier semestre. L'autorité fiscale ougandaise a manqué de 88,7 M USD (soit 324 Mds UGX) sa cible de recettes fiscales sur la première moitié de l'année budgétaire 2017/18. Cette situation est en partie imputable aux faibles niveaux d'activité économique et à une consommation moindre, en raison de la hausse des prix, elle-même liée notamment à la dépréciation de la monnaie. Malgré cette contreperformance, l'objectif de collecte pour l'exercice fiscal en cours demeure à 4,1 Mds USD, en augmentation de 14 % par rapport à l'exercice précédent.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : inquiétudes du gouvernement face à l'augmentation de la population**

Dans le cadre de l'atelier sur le défi démographique et la planification familiale du programme organisé par le Fonds des Nations unies pour la population, il a été estimé que la population ougandaise atteindrait 55 millions d'habitants en 2025. S'exprimant en ouverture de l'atelier, le secrétaire permanent du ministère des Terres, du Logement et du Développement Urbain, Dorcas Okalany a déclaré que cette évolution ne ferait qu'aggraver les problèmes socio-économiques du pays et qu'elle raviverait les tensions entre exploitants et propriétaires, exacerbant les tensions pour l'accès au foncier.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : les exportations camerounaises en 2017 en baisse pour la 4ème année consécutive**

Les exportations camerounaises baissent en 2017 de 11,9 % en volume et 4 % en valeur contre une baisse de 1,9 % en volume et 18 % en valeur en 2016. La baisse observée est due à une contraction des ventes des principaux produits d'exportation. Il s'agit principalement du cacao brut en fèves (-41,1 %), des carburants et lubrifiants (-10,3 %), des bois sciés (- 10,6 %), du café (-16 ,9 %) et des bananes fraîches (- 6,2 %). Les importations suivent la même tendance baissière, -4,8 % en volume et -3,8 % en valeur contre -5,9 % en volume et -13,6 % en valeur en 2016. La balance commerciale reste déficitaire, mais le déficit se réduit de 3,4 %.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le recensement physique des agents de l'Etat commence**

C'est le quatrième recensement physique des fonctionnaires en 8 ans qui démarre aujourd'hui. Cette opération se déroule simultanément à N'Djamena et dans les provinces. 10 équipes de 8 membres pour la ville de N'Djamena, et 22 équipes de 9 membres pour les régions procéderont au recensement d'un peu plus de 92 000 agents payés par l'Etat, pendant 3 semaines. Les syndicats des agents de l'Etat sont en grève depuis 6 semaines en réponse aux autres mesures de réduction de la masse salariale, notamment celle de la coupe des indemnités et compléments de salaires des fonctionnaires.

✉ couleaudc@afd.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Côte d'Ivoire : 18 % de marchés « gré à gré » en 2017

Selon le gouvernement, la part du budget de l'Etat 2017 soumise à la passation des marchés publics s'élevait à 3,9 Mds EUR. Le montant des marchés approuvés a été de 1,4 Md EUR, soit seulement 36 % du volume prévisionnel global. Les procédures concurrentielles (appels d'offres) ont représenté 70 % du montant des marchés approuvés contre 54,4 % en 2016. Quant aux procédures non concurrentielles (marchés de gré à gré, avenants, conventions valant marchés), elles ont représenté 30 % du montant des marchés approuvés en 2017 contre 41,7 % en 2016. Plus spécifiquement, les marchés de gré à gré ont représenté 18 % du montant des marchés approuvés contre 18,2 % en 2016. Le délai moyen de passation des marchés a diminué de 20 jours, en passant de 128,3 jours à 108,3 jours.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : nouveaux outils innovants de financement pour le développement de l'entrepreneuriat

Le Centre incubateur des PME du Niger (CIPMEN) vient de procéder au lancement du CBN (CIPMEN *Business Network*) et a dévoilé deux nouveaux outils de financement : le fonds Afric'innov, mécanisme de financement d'amorçage appuyé par l'AFD, qui propose des prêts à taux d'intérêt nul pouvant aller jusqu'à 20 MFCFA (30 000 EUR), ainsi qu'un réseau de *Business Angels* à l'échelle Sahélienne : le *Sahel Business Angels Club*. Ces deux nouveautés viennent compléter le fonds CIPMEN-SO INN, lancé en fin 2017, avec l'appui de l'Ambassade de France au Niger. Ces différents outils permettront de renforcer le développement de l'entrepreneuriat au Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Mali : la Banque mondiale débloque 60 M USD pour accroître la production animale et la diversité des filières

Ce financement, qui se compose à part égale d'un prêt et d'un don octroyé par l'Association internationale de développement (IDA), est destiné au Projet de soutien au développement du secteur de l'élevage au Mali (PADEL-Mali). Ce projet bénéficiera à 340 000 acteurs des filières de l'élevage, de l'aviculture et de la pisciculture, avec une priorité donnée aux femmes et aux personnes de moins de 40 ans. L'objectif est de renforcer la productivité et la commercialisation des produits animaux non-pastoraux.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : 2^{ème} rang du classement des meilleurs aéroports africains

Les lauréats des *Airport Service Quality Awards 2017*, prix décernés par l'*Airports Council International (ACI) World*, place l'aéroport international de Plaisance en seconde position en Afrique, derrière l'aéroport Mohammed V de Casablanca au Maroc, et ce, dans la catégorie des aéroports accueillant quelque deux millions de voyageurs par an. L'aéroport de Plaisance est géré par la société Atol détenue à 90 % par la firme publique *Airports of Mauritius Ltd (AML)* et par Aéroports De Paris Management (10 %).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : renforcement des relations économiques avec la Turquie**

Le ministre des Finances et de la Planification économique, Mohammed Osman Sulaiman Al-Rikabi, a rencontré le 9 mars son homologue le ministre turc de l'Economie, Nihad Zibekshi, au siège du ministère turc de l'Economie à Ankara. Les deux parties ont discuté des moyens de renforcer les relations économiques et commerciales entre leurs pays et de la possibilité d'accorder des plafonds de crédit au Soudan pour financer des projets de développement visant à renforcer les capacités nationales de l'économie soudanaise et à contribuer à l'augmentation des exportations soudanaises vers la Turquie. Suite à cette rencontre la société turque Ozturk a offert au Soudan un crédit renouvelable de 2 Mds USD sur 2 ans et un accord avec des investisseurs russes et turcs pour l'aménagement de sites touristiques dans la province de la Mer Rouge a été signé.

📧 olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : durcissement des règles d'importation et augmentation des droits de douane**

Toute importation doit maintenant faire l'objet d'une autorisation préalable alors que le taux de change pratiqué aux douanes a triplé depuis le 1^{er} janvier 2018, passant de 6 à 18 SDG pour 1 USD de marchandise importée. Ces mesures inquiètent vivement les importateurs, dont les activités devraient être réduites. Le déficit commercial soudanais constitue un des principaux déséquilibres macroéconomiques du pays ; il est de 5 % du PIB « au minimum » : il est calculé sur une moyenne des taux de change du marché et officiel alors que le taux officiel a été très éloigné du taux du marché en 2017.

📧 olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina Faso : projet d'aménagement des barrages urbains de Ouagadougou

La réalisation du projet d'aménagement des barrages urbains initié en 2005 serait prévue sur la période 2018-2023. D'un coût global de 327 M EUR, il est composé de 22 projets distincts bâtis sur un modèle PPP. Le partenaire privé ou les partenaires techniques et financiers de l'Etat peuvent prendre en charge le projet global ou choisir les composantes qui les intéressent. Ce mégaprojet concerne les trois cuvettes d'eau situées au centre-nord de la capitale et ses berges élargies. A ce stade, les études de faisabilité comportent notamment le rapport de faisabilité économique et financière, l'élaboration du schéma d'aménagement des barrages ainsi que le rapport d'étude complète et détaillée de l'impact sur l'environnement.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : un prêt du Japon pour la réfection d'une portion de la route nationale 4 (RN4) allant à Fada N'Gourma

L'agence japonaise de coopération internationale (JICA), vient d'accorder un prêt de 28 Mds FCFA (42,6 M EUR) au Burkina Faso en vue de la réhabilitation de la route Gounghin-Fada N'Gourma, située à 220 km à l'Est de la capitale. Cette réfection concerne seulement une portion longue de 50 km.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : rénovation de l'aéroport international de Niamey

L'accord de convention portant sur la rénovation de l'Aéroport international de Niamey a été signé, le 6 mars à Niamey, entre l'État du Niger et l'entreprise turque *Summa* dans le cadre d'un Partenariat Public Privé (PPP). La fin du chantier est prévue avant juillet 2019 afin d'accueillir la 33^{ème} Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine. Les travaux de réhabilitation de l'aéroport international de Niamey consisteront au réaménagement des aires de parking, de la piste et des voies de circulation, ainsi qu'à la réfection d'une partie de l'aérogare, notamment le pavillon présidentiel.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : programme d'électricité en milieu rural avec le soutien de la Banque mondiale

L'Agence nigérienne de promotion de l'électrification en milieu rural (ANPER) vient de lancer un Projet d'accès aux services électriques au Niger (NESAP), dans le cadre d'un programme global visant à fournir aux régions éloignées et isolées un accès à l'électricité à travers les énergies renouvelables (solaire notamment). Ce projet, qui prévoit la mise à disposition de kits solaires pour les ménages ou entreprises qui ne sont pas connectés au réseau électrique, est financé par la Banque mondiale à hauteur de 50 M USD (45,6 M USD en prêt et de 4,4 M USD en don). Il a pour ambition de porter le taux d'accès à l'électricité en milieu rural de moins de 1 % actuellement à près de 10 % d'ici 2021.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : plusieurs travaux lancés pour la préparation du sommet UA 2019**

Dans la perspective du sommet de l'Union africaine qu'accueillera le Niger en juillet 2019, plusieurs chantiers de constructions d'infrastructures ont démarré dans la capitale. Plus de 4 000 invités dont une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement séjourneront à Niamey, pendant plus d'une semaine. Plusieurs projets phares ont déjà débuté, comme la construction de deux cités de l'Union Africaine, mais également de nouvelles voiries urbaines (dont un échangeur de grande envergure), et de réceptifs hôteliers. La modernisation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey est également prévue. Seule la construction du centre de conférence tarde à démarrer.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Négociations entre le Soudan et l'Ethiopie pour l'exportation d'électricité**

Des discussions entre l'Ethiopie et le Soudan se tiennent à Khartoum pour l'exportation de 1 000 MW d'électricité de l'Ethiopie vers le Soudan. Un tel accord pourrait rapporter 50 M USD de revenus mensuels à l'Ethiopie alors que les recettes d'exportation d'électricité du pays sur les six derniers mois se sont élevées à 35 M USD. En supplément de la ligne électrique existante de 230 kV entre l'Ethiopie et le Soudan, un projet de ligne de 500kV vise à relier le barrage éthiopien de la Renaissance au Soudan pour un coût de 536 M USD couvert à 95 % par le Soudan. La capacité totale de production d'énergie électrique actuelle de l'Ethiopie est de 4 284 MW, composée à près de 90 % d'hydroélectricité.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : prêt de 375 M USD de la Banque mondiale en faveur de l'électrification**

La Banque mondiale a approuvé un programme de 375 M USD pour développer l'accès universel à l'électricité en Ethiopie d'ici 2025. Ce financement appuiera le Programme national d'électrification de l'Ethiopie dont le coût total sur les cinq prochaines années est de 1,5 Mds USD et qui vise l'électrification d'environ un million de foyers. Le taux d'électrification de l'Ethiopie serait actuellement d'environ 30 %, selon la Banque mondiale.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : prêt de 25 M USD de la Banque mondiale pour réduire la malnutrition infantile**

Le gouvernement du Rwanda et la Banque ont signé cet accord pour un programme visant la réduction significative du nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints de retards de croissance, ciblant spécifiquement les districts les plus touchés. Le projet de prévention et de réduction du retard de croissance au Rwanda (SPRP) améliorera la prestation d'interventions nutritionnelles et sanitaires à fort impact, formera des agents de santé communautaires de première ligne et le personnel de santé, et sensibilisera les ménages aux questions nutritionnelles. Il se concentrera sur les populations les plus vulnérables : enfants de moins de cinq ans, en particulier les moins de deux ans, femmes enceintes et allaitantes et jeunes filles.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Seychelles : nouveaux prêts des Emirats arabes unis dans le secteur électrique**

A l'occasion du sommet de l'Alliance solaire internationale qui s'est déroulé à Delhi le 11 mars sous co-présidence franco-indienne, deux nouveaux prêts d'un montant total de 17,4 M USD ont été signés par l'*Abu Dhabi Fund for Development* (ADFD) au profit du gouvernement seychellois. Le premier pour un total de 7 M USD porte sur l'installation par la société émiratie Masdar d'une ferme solaire sur l'île de Romainville d'une capacité de 5 MW. Le second prêt de 10,4 M USD sera dévolu au renforcement de la capacité de transmission de Mahe par l'installation d'une ligne électrique de 12,5 km de 33 KV et de deux sous-stations.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : cinq entreprises en lice pour la construction du barrage de Stiegler's Gorge**

Le gouvernement tanzanien a annoncé le 6 mars 2018 la présélection de cinq entreprises sur les 17 ayant exprimé leur intérêt pour la construction du barrage hydroélectrique à Stiegler's Gorge, sur le fleuve Rufiji au sein de la Selous Game Reserve. Ce projet, d'une capacité de production de 2 100 MW, représente une augmentation d'environ 145 % par rapport à la capacité installée actuelle du pays. Son coût serait de l'ordre de 2 Mds USD. Ce projet, controversé, a été reporté à de nombreuses reprises, notamment en raison de son impact écologique, la Selous Game Reserve, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, étant l'une des plus grandes réserves de biodiversité d'Afrique.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : visite du MEDEF - 12 grands projets d'investissements identifiés**

Dans le cadre de la visite du MEDEF à Nairobi du 5 et 6 mars 2017, 12 projets d'investissement ont été présentés au Président Kenyatta, dans la structuration des filières agricoles, les infrastructures de transport, l'énergie, la ville durable, l'eau et l'assainissement, la santé et les TIC. Les projets s'alignent sur la stratégie nationale des « Big Four » qui doit guider les investissements stratégiques sous le second mandat du président. Pierre Gattaz a par ailleurs réaffirmé l'engagement des entreprises françaises en faveur de la formation professionnelle. Le président a chargé le ministère de l'Industrie et du Commerce d'assurer un suivi mensuel des 12 projets identifiés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : l'accord de partenariat économique dynamise les exportations du Western Cape

L'accord de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique australe entré en vigueur en octobre 2016 a contribué à l'augmentation des exportations de la province du Western Cape. Cet accord prévoit l'exemption de barrière douanière pour 98,7 % des produits. Les principaux produits exportés sont le vin, les raisins, les citrons, les pommes, les poires et les poissons et produits à base de poisson. C'est ce dernier secteur, le secteur halieutique, qui a le plus bénéficié de l'APE. En effet en 2017, plus de la moitié des exportations de poissons étaient à destination de l'UE soit une augmentation de plus de 50 % depuis 2013.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : la source de l'épidémie de listériose identifiée

La source de l'épidémie de listériose en Afrique du Sud a été identifiée. Les résultats de tests menés par les autorités sud-africaines ont démontré la présence de la souche ST6, responsable de l'épidémie la plus importante au monde, dans deux usines d'Enterprise Food, appartenant au groupe Tiger Brands, et une usine de la marque Rainbow, appartenant au groupe RCL food. Les produits touchés sont les viandes transformées contenant de la viande. Les produits concernés ont été rappelés et retirés des rayons des supermarchés.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Mali : la production de céréales estimée à 10,65 Mt pour 2018/19

Selon le ministère de l'agriculture, la production de céréales au Mali devrait atteindre 10,65 millions de tonnes pour la campagne agricole 2018-2019, soit une hausse de 12 % par rapport à la précédente campagne. Cette hausse serait soutenue par la production de maïs (+12 %, à 3,86 millions de tonnes). L'excédent de la production céréalière est attendu à 3,6 millions de tonnes, pour une valeur de 430 Mds FCFA (655 M EUR).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Sénégal : 11 670 kg d'or produit en 2017

Dans le cadre de l'exploitation des fosses de Gora, le Sénégal a produit pour 11 670 kg d'or en 2017, soit une augmentation 1 954 kg par rapport à 2016 (9 716 kg). Cette production a permis une augmentation de 20 % en glissement annuel de l'or non monétaire exporté, pour un montant total de 220 Mds FCFA (340 M EUR).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'Allemagne et l'Union européenne poursuivent leur soutien au secteur électrique

A l'occasion du lancement de la 2^{ème} phase du programme de soutien au secteur de l'énergie nigérian (NESP), les co-porteurs du projet, l'Union européenne et la GIZ allemande ont présenté un premier bilan du programme. Mis en œuvre de 2013 à 2018 via le ministère de l'Énergie, le programme a reçu un financement total de 24 M EUR (dont 15 M de l'UE et 9 M de la GIZ), destinés à moderniser le secteur électrique, et à définir un cadre législatif pour le secteur. 10 000 personnes ont par ailleurs été raccordées à l'électricité. La 2^{ème} phase du NESP a débuté en décembre 2017, pour une durée de 3 ans et avec un financement de 33 M EUR (dont 20 M de l'UE et 13 M de la GIZ).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : réduction des tarifs de l'électricité, une décision soutenable ?

La Commission en charge de la régulation des tarifs d'utilité publique (*Public Utilities Regulatory Commission*) a approuvé les différentes baisses de tarifs de l'électricité proposées par le gouvernement. La facture diminuerait de 17,5 % pour les clients résidents, de 30 % pour les non-résidents, de 25 % pour les entreprises et de 10 % pour les compagnies minières. Les opérateurs publics du secteur avaient mis en garde les autorités contre cette baisse des tarifs qui risque d'aggraver leur santé financière. Elle semble particulièrement insoutenable pour le distributeur principal d'électricité au Ghana, ECG, dont les pertes techniques et commerciales sont estimées à 25 % du prix de vente en vigueur jusqu'alors.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : déficit de production électrique de 50 MW

Le Burkina Faso est actuellement confronté à des coupures d'électricité dues à un déficit de capacité de production de 50 MW enregistré par la Société nationale d'électricité (SONABEL). Pour faire face à cette situation, qui intervient dans une période de forte chaleur, la SONABEL a lancé une campagne de communication et prévoit de procéder à la sécurisation et à la fiabilisation des réseaux de transport et de distribution, et d'intensifier la coopération avec certains auto-producteurs. Selon la SONABEL, le secteur de l'électricité est confronté à un déséquilibre persistant entre l'offre d'énergie et une demande de plus en plus forte dont le taux de croissance annuel est d'environ 13 %.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : révocation de treize permis miniers dans la réserve nationale du lac Manyara

Pour prévenir l'assèchement du lac, le ministère tanzanien de l'Énergie, Medard Kalemani, a révoqué treize licences détenues par des sociétés minières situées dans la réserve nationale du lac Manyara, près d'Arusha le 5 mars 2018. Cette décision a été prise par les quinze secrétaires permanents des différents ministères concernés à l'issue d'une visite de terrain. La réserve du lac Manyara recèle plusieurs types de minéraux - Alexindarite, Emerold et Cristarbel - parmi les plus chers au monde. Les activités d'exploitation ont commencé dans la réserve de lac Manyara il y a près de 40 ans.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Ghana : UniBank pourrait prendre le contrôle de l'*Agricultural Development Bank*

Quatre actionnaires de l'*Agricultural Development Bank* (ADB) - Belstar Capital, Starmount Development, EDC Investments et SIC-FSL - ont conclu une promesse de vente sur leurs actions en faveur d'Unibank, pour une part équivalant à 51 % du capital de l'établissement. Faute de l'accord de la Banque centrale ghanéenne, cette opération ne constitue pas une véritable fusion-acquisition mais annonce cependant la prise de contrôle d'ADB par Unibank. L'autorité de la place boursière d'Accra a suspendu l'échange de titres d'ADB dans l'attente de clarifications, le 1^{er} entre établissements bancaires au Ghana depuis la décision de la BoG de relever le seuil du capital minimum requis à 120 M USD à compter du 1er janvier 2019.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Somalie : interruption de la construction de la base militaire des Emirats arabes unis à Berbera

Le Somaliland a interrompu la construction de la base militaire des Emirats arabes unis à Berbera en raison du non-respect de certaines clauses du contrat. L'accord signé avec l'opérateur portuaire DP World insistait sur le recrutement de personnel local pour la construction de la base militaire. Or selon l'administration locale, les Emirats arabes unis n'auraient pas honoré cet engagement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la Stratégie nationale de l'économie numérique rédigée

Le ministère des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, avec l'aide des sociétés de télécommunications, des institutions de la République et des partenaires au développement, a validé le 9 mars, la Stratégie nationale de l'économie numérique qui doit être approuvée en Conseil des ministres. Ce document propose un cadre juridique et un plan d'action qui visent à faire du numérique un outil de bonne gouvernance et un levier majeur pour la compétitivité des entreprises et l'attractivité du Congo en matière d'investissements. Le gouvernement entend s'entourer de plusieurs sociétés, telles que les chinois ZTE et Huawei, pour mettre en œuvre son plan d'action.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Guinée : le BRGM dans la géochimie guinéenne

Dans le cadre du Programme d'appui à la gouvernance dans le secteur minier (PAGSEM), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a signé au mois de janvier, un contrat de 900 000 USD (sur financement de la Banque mondiale) avec l'Etat guinéen dans le cadre de la levée géochimique régionale en sédiments de ruisseaux du centre-sud de la Guinée. Le BRGM exécutera ce projet en association avec son partenaire sénégalais GEOMIN. Ce projet qui doit se dérouler en 2018 pourrait être suivi d'un autre projet similaire dans l'est du pays sur une surface deux fois plus importante. Cette étude, qui est une première en Guinée, impliquera 12 à 14 ingénieurs géologues guinéens et 2 français.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : investissements du groupe Dangote dans le milieu universitaire

Aliko Dangote, président du groupe éponyme, a inauguré le 2 mars dernier la *Dangote Business School* réalisée pour un montant de 3,3 M USD et installée dans les locaux de l'université Bayero de Kano, sa ville natale. Un partenariat potentiel avec l'université d'Harvard serait à l'étude. Une seconde école de commerce, baptisée *Aliko Dangote complex* et valorisée à un peu moins d'1 M USD, devrait prochainement voir le jour à l'université d'Ibadan. Par ailleurs, l'université d'Harvard a annoncé fin février accorder une bourse de 150 000 USD à ses diplômés de MBA qui partiraient travailler en Afrique immédiatement après l'obtention de leur diplôme. La promotion 2018 sera la première à bénéficier de ce nouveau programme.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : une délégation de Haropa a effectué une mission à Pointe-Noire

La délégation de Haropa, l'alliance des ports maritimes du Havre et de Rouen et du port autonome de Paris, s'est rendue à Pointe-Noire pour échanger avec les opérateurs économiques de la ville. Les échanges ont porté sur les opportunités d'affaires pouvant être décelées au niveau de Haropa et du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), dans les domaines du transit maritime et de la consignation des conteneurs. Cette plateforme est connectée au PAPN au travers de sept compagnies maritimes qui y effectuent dix départs mensuels.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : commande de trois Airbus de transport militaire C-295

Dans un décret présidentiel du 2 mars 2018, le président angolais Joao Lourenço autorise l'entreprise publique Simportex à conclure un contrat avec *Airbus Defence and Space* pour l'acquisition de trois avions de transport militaire du type C-295 pour une valeur totale de 159 900 000 EUR.

✉ pedro.deves@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : partenariat entre Mastercard et Selcom en Tanzanie

Selcom, société Fintech tanzanienne, vient de conclure un accord avec Mastercard visant à réduire les transactions en espèces en Tanzanie. Mastercard proposera sa solution Masterpass QR, solution consistant à scanner à partir d'un téléphone mobile le QR code affiché chez le commerçant ou sur le site internet de la banque pour réaliser le paiement. Mastercard aura donc accès au réseau de commerçants de Selcom, qui représente 17 000 terminaux de paiement mobiles. Les institutions de microfinance, les opérateurs de réseaux mobiles et les PME pourront proposer la solution Masterpass QR à leurs clients. Mastercard et Selcom se sont également rapprochés de Tigo Tanzania, qui « pèse » actuellement 7 millions d'utilisateurs en Tanzanie.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Orange prévoit près de 305 M EUR d'investissements pour moderniser son réseau

Les travaux prévus concernent : le renouvellement des antennes relais, le renforcement des infrastructures hébergeant la base de données des abonnés et à la modernisation de la plateforme de rechargement de crédit téléphonique. Leur démarrage officiel a eu lieu en ce mois de mars 2018. Ils devraient à terme permettre à la filiale ivoirienne d'Orange d'avoir une meilleure couverture réseau, une meilleure qualité de service et d'offrir davantage de possibilités d'accès à des services plus innovants. Orange est le 1^{er} opérateur de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire avec plus de 13 millions d'abonnés (48 % de part de marché). Il est également le leader régional en matière de « *mobile banking* ».

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : accord de partenariat entre la société de gestion du terminal à conteneurs de Doraleh et Pacific International

La société de gestion du Terminal à conteneurs du port de Doraleh et Pacific International Lines (PIL), société de transport maritime singapourienne, ont signé un contrat de partenariat. PIL utilisera 20 % de la capacité du terminal, soit près de 300 000 EVP (Equivalent Vingt Pieds). Le terminal d'une capacité de 1 600 000 EVP n'était utilisé qu'à 57 % de sa capacité totale par l'ancien opérateur selon les autorités du port, soit environ 900 000 EVP. L'objectif annoncé de cet accord est donc d'augmenter la capacité de traitement du port de 33 % par rapport au volume actuel. Cet accord intervient alors que l'Etat djiboutien a rompu unilatéralement le contrat qui confiait la gestion du port à DP World.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Sénégal : installation de l'administration à Diamniadio d'ici juillet 2018

Le Président sénégalais Macky Sall a annoncé la création d'ici juillet 2018 d'une antenne du palais présidentiel et le déménagement de la moitié des ministères à Diamniadio, ville nouvelle à 32 km de Dakar. Il a également annoncé l'ouverture prochaine d'une Maison de Nations-Unis à Diamniadio, qui accueillerait les fonctionnaires de l'ONU.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : tenue du 5^{ème} Forum d'affaires franco-éthiopien

Le 5^{ème} Forum d'affaires franco-éthiopien s'est tenu les 8 et 9 mars à Addis-Abeba en présence d'une délégation du MEDEF menée par Bruno Bensasson (Engie). Cinquante délégués représentant une quarantaine de grandes entreprises françaises ont pu assister à des tables rondes sectorielles et échanger avec les autorités éthiopiennes. La délégation du MEDEF a par ailleurs été reçue au siège de l'Union africaine par Victor Harison, Commissaire aux affaires économiques. La mission s'est conclue par une visite des installations d'*Ethiopian Airlines*.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

